

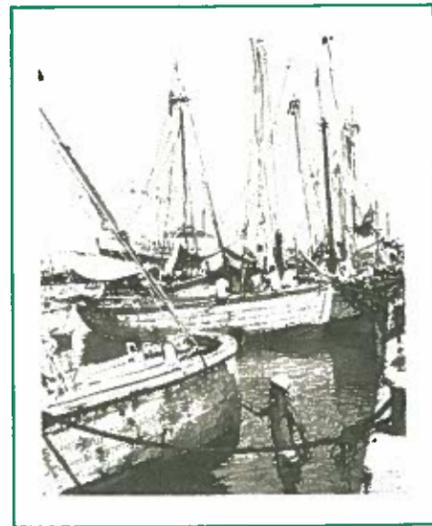
litiques, et il est absolument vain de vouloir les séparer. Car enfin, quand on parle de la misère, de la pauvreté du Nord-Ouest d'Haïti, encore faut-il expliquer cette misère qui accule à l'exil une paysannerie profondément attachée au sol natal, affectivement ensouchée aux racines familiales et terriennes qui l'ont jusqu'ici nourrie. Pourquoi la migration haïtienne aux Bahamas remonte-t-elle aux premières années de terreur de Papa Doc? Pourquoi la famine s'abat-elle tous les deux ou trois ans sur la région, alors que le cycle de sécheresse est techniquement prévu? En vérité, le Nord-Ouest est terre étrangère en Haïti, si tant est qu'un pays livré tout entier à la tutelle étrangère puisse encore sentir souffler un vent national qui favoriserait sa cohésion et sa volonté de libération. Là plus qu'ailleurs, s'inscrivent les scandales d'une administration corrompue, le vol des terres, les opérations illicites de dépossession, le marché noir, enfin tout l'appareil d'oppression politico-économique qui s'abat impitoyablement sur le pauvre paysan et le force à des solutions transitives de désespoir.

Et ce n'est pas pour rien que l'année 1979 marque une recrudescence des arrivées illégales en Floride via les Bahamas. Cette année n'a-t-elle pas vu le président Jean-Claude Duvalier, devant la poussée démocratique et le combat pour les libertés, faire ouvertement appel aux hommes en bleu, ces sinistres "Tontons-macoutes" dits volontaires de la sécurité nationale, qui tuent, emprisonnent, massacrent à volonté? La bande d'assassins n'a-t-elle pas été proclamée "poto-mitan", base et fondement du gouvernement? Nul n'ignore certes que le réseau de ces miliciens sillonne surtout les campagnes et sème l'épouvante au cœur des masses paysannes. Ce que les "boat people" fuient, c'est précisément une situation de peur généralisée. Ce qu'ils recherchent ardemment, ce n'est pas seulement la paix et l'argent, mais cette simple soif d'être qui se nomme liberté.

Bien entendu, la disjonction qu'on veut s'efforcer d'établir entre l'économique et le politique se croit habile. Elle joue en particulier sur les réflexes de peur accumulés dans la paysannerie haïtienne par les longues années de dictature impitoyable. Mais précisément, les paysans haïtiens n'hésitent plus à jeter le masque de leurs craintes quand ils

arrivent en Floride. Aux Bahamas déjà, la prise de parole est éloquente quand on compare les dires des nouveaux à ceux des anciens. Elle se radicalise à Miami, en fonction d'un mouvement d'ensemble qui lutte avec acharnement contre les faux semblants et les mensonges de la belle démocratie américaine.

Car enfin, que masque cette fausse disjonction économique/politique dont se servent les officiers d'immigration américains? Quoi d'autre sinon que les États-Unis soutiennent le gouvernement de Jean-Claude Duvalier qui se trouve être le garant le plus sûr de leurs intérêts économiques et politiques et qui leur permet de dominer et de piller une terre livrée aux enchères, dans une Caraïbe en continue ébullition?



Du bon usage des bateaux de pêche... Depuis 1972, des dizaines de milliers de "boat people" haïtiens ont cherché refuge aux Bahamas ou à Miami...

A.M. *Y a-t-il beaucoup d'Haïtiens dans la diaspora?*

M.D. On compte environ un million d'Haïtiens à l'étranger. Les pôles les plus compacts de cette migration sont New-York (200 000) et la République Dominicaine (300 000). Ensuite viendraient les Bahamas (20 à 25 000), Montréal (20 à 25 000), la Floride (15 à 20 000), Cuba, lieu de migration très ancien mais interdit aujourd'hui, les petites Antilles, d'autres villes des États-Unis (Chicago, Boston) et du Canada, la côte du Venezuela, l'Europe, l'Afrique... Le drame haïtien est devenu, par l'ampleur de l'exode vers des ailleurs longtemps rêvés, problème des nations. Tant de pays voient affluer ces visages drainant l'angoissante misère d'un peuple...

A.M. *Quel est l'espoir de retour au pays de cette masse d'Haïtiens?*

M.D. Il est toujours difficile de prévoir l'avenir. On peut cependant mettre en place certaines données qui permettent d'en tracer les axes.

Dans la migration populaire aux Bahamas et en République Dominicaine, il y a toujours eu un attachement quasi viscéral au sol natal. Les Bahamas sont longtemps restés un lieu de continuel va-et-vient entre Haïti et la terre étrangère; dès que le migrant peut en sécurité se permettre un retour plus ou moins prolongé au pays, il n'hésite pas à le faire; la paysannerie haïtienne a transplanté ailleurs ses modes de commercialisation, de vie économique et de culture qui la font longtemps vivre en ghetto autarcique en même temps qu'elle nourrit les veines des autres peuples de ses propres créativités; lors de tentatives avortées de déportation massive vers Haïti, la réaction populaire en a surpris plus d'un: très nombreux furent ceux qui se sont enregistrés en 1974 durant la période d'amnistie, se déclarant prêts à retourner au pays; réaction de peur, bien sûr, mais tout autant de fierté et d'attachement au pays natal. Certains refusent actuellement de partir à Miami pour ne pas perdre les chances de retour au pays. Ces quelques signes laissent entrevoir un retour massif d'une partie importante de la migration populaire, spécialement à l'occasion d'un changement de gouvernement.

Le temps cependant, et surtout, la décomposition, la lente et sûre anémie d'Haïti travaillent à l'encontre de cette orientation. Depuis 1979, les retours même temporaires des Bahamas vers Haïti sont devenus plus rares. L'orientation vers la Floride est devenue incomparablement plus forte; les puissants leviers d'intégration et d'absorption du système capitaliste vont pouvoir jouer à plein. Très nombreux, il faut le supposer d'emblée, ceux qui s'y laisseront prendre. Il n'est que de constater l'adaptation, sinon l'intégration d'une grande partie de la population haïtienne aux États-Unis et au Québec. Les deuxième et troisième générations nées en terre étrangère n'ont d'Haïti qu'une pitoyable image et souffrent déjà d'un problème d'identité; elles se tourneront probablement vers l'extérieur. Ce que les théoriciens du XIX^e siècle nommaient déjà la mise de la nationalité haïtienne atteint ici un "culmen"...



RELATIONS

DES RÉFUGIÉS "ÉCONOMIQUES"

-ANTOINE ADRIEN

A.M. *Dans quelle situation se retrouvent les réfugiés haïtiens qui réussissent à pénétrer aux États-Unis?*

A.A. Depuis décembre 1972, quelque 12 000 "boat people" Haïtiens ont débarqué en Floride. Ce nombre est insignifiant, si on le compare aux 170 000 Hongrois, 500 000 Cubains, 172 000 Vietnamiens qui ont été acceptés à titre de réfugiés aux États-Unis depuis 1956.

Personne ne conteste que les conditions dans lesquelles les Haïtiens entreprennent de fuir ne soient exceptionnellement dangereuses: ils doivent couvrir 800 milles en haute mer, entassés dans des coques de noix, sans boussole, sans vivres, souvent sans eau. Il est certain qu'un grand nombre ont péri dans l'entreprise, même si les mass-média ne répercutent que les tragédies survenues en vue des côtes des Bahamas ou de la Floride. Cependant, le département d'État Américain qui, dans une lettre du 14 mars 1978, a adjuré les États du Sud-Est Asiatique d'accueillir les réfugiés vietnamiens "qui ont démontré tant de courage en fuyant leur pays au péril de leurs vies" se refuse obstinément à accep-

ter cette poignée de réfugiés haïtiens, sous prétexte qu'ils fuient "pour des raisons économiques et non pas politiques". À leur débarquement en Floride, les Haïtiens ont été jetés en prison; certains y ont passé jusqu'à dix-huit mois dans des conditions déplorables: confinement dans des cellules surchargées, avec une demi-heure de promenade en plein air chaque quinze jours; brutalités des gardiens et humiliations incessantes.

Je ne crois pas me tromper en déclarant que la plupart des missionnaires québécois qui vont en Haïti essaient d'y implanter une partie du Québec dans leur champ d'apostolat. En général, ils vivent dans un confort qui est un scandale pour les populations pauvres qu'ils voudraient évangéliser.

Jusqu'en novembre 1977, il leur fallait verser, pour être libérés, une caution de \$500.00 qu'ils étaient bien incapables de payer. Depuis le passage de Lionel Castillo à la tête du Service d'Immigration et surtout

UNE INSTITUTION QUI SAUVE LES MEUBLES

-WILLIAM SMART

A.M. *L'aide étrangère contribue-t-elle vraiment au développement de ton pays?*

W.S. On a assez dénoncé la domination ou le paternalisme des pays qui aident. Au niveau des gouvernements ou des multinationales, il est clair qu'aucune aide n'est gratuite. Mais il est important que les organisations humanitaires ou religieuses aussi remettent en question le sens de leur collaboration.

Il va sans dire qu'Haïti, comme tous

les pays du tiers monde, a besoin de l'aide des pays dits avancés. Le Nicaragua prouve aujourd'hui encore qu'il n'est pas possible de continuer la révolution sans le secours d'autres pays. Mais il arrive souvent que les donateurs ne respectent pas les priorités des pays qui réclament l'aide; ils imposent leurs points de vue ou exercent un contrôle oppresseur et humiliant. Nous n'envisageons pas ici l'aide appauvrissante qui se fait selon des prêts à taux élevés; mais l'aide dite gratuite est aussi appauvrissante quand elle crée des rapports de maîtres et de domestiques.

En ce qui concerne mon pays, il faut déplorer de plus que souvent les bénéficiaires ne sont pas ceux à qui l'aide est destinée. On aura donné des millions de dollars au gouvernement haïtien; tout le monde sait que l'argent va en grande partie dans les poches des employés du gouvernement. Même l'aide des organismes internationaux destinée aux pauvres et remise aux Églises est souvent détournée. Plus d'une fois, en Haïti, on a reconnu que le secours dirigé aux pauvres était utilisé par la camarilla de certains prélats ou bien encore pour le confort de certains prêtres.